



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Guatemala

Question écrite n° 6601

Texte de la question

M. Jean-Claude Bureau souhaite attirer l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les efforts entrepris par le président du Guatemala pour implanter un état de droit dans ce pays. En outre, la création du fond d'investissement social (FIS) dont l'objectif majeur est la lutte contre la pauvreté démontre, si besoin était, la conscience que le gouvernement guatémalteque a de la réalité socio-économique du pays. Il lui demande si la France donne son aval à ces mesures qui entrent dans un vaste plan tendant à élargir les espaces politiques afin de mettre fin au conflit intérieur et favoriser un nouveau contrat social.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire a bien voulu interroger le ministre des affaires étrangères sur la position de la France à l'égard de la politique menée par le président du Guatemala. La France s'est réjouie de l'élection de M. de Leon Carpio en juin dernier, qui mettait fin pacifiquement à la crise ouverte quelques jours plus tôt par la tentative de coup d'État civil du président Serrano. Elle s'est particulièrement félicitée de ce qu'un procureur pour les droits de l'homme, dont elle avait soutenu l'action, accède à cette haute fonction dans un pays qui reste marqué par une grave violence politique. Notre pays a suivi avec attention les mesures prises depuis son investiture par le nouveau président, notamment ses propositions pour la reprise des négociations de paix avec l'Union révolutionnaire nationale guatémalteque (URNG), le lancement du « plan économique » visant à dynamiser l'économie du pays et l'accord entre le gouvernement et le congrès sur les réformes constitutionnelles, voté par ce dernier le 18 novembre 1993. Il a pris note de la déclaration du président Ramiro de Leon Carpio du 11 août dernier, confirmant la création, votée par le congrès en mars 1993, d'un Fonds d'investissement social destiné à améliorer le niveau de vie des populations les plus pauvres. Les membres du comité exécutif de ce fonds n'ont toutefois pas été encore désignés par le président.

Données clés

Auteur : [M. Bureau Jean-Claude](#)

Circonscription : - RPR

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 6601

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 octobre 1993, page 3383

Réponse publiée le : 17 janvier 1994, page 210